

Va-t-il falloir inverser la nature des politiques du marché du travail en Europe ?

Les perspectives pour l'emploi, en 2009 – 2010, sont très mauvaises dans les pays européens avec :

- la perte de niveau de production due à l'arrêt de l'endettement,
- le recul du commerce mondial ;
- la perte durable d'activité dans les secteurs touchés directement par l'arrêt du crédit, et le changement dans la structure de la demande ;
- le besoin de restauration de la rentabilité dans plusieurs pays ;
- la croissance durablement faible qui suit la perte d'activité initiale.

On va donc repasser d'une logique d'économies voisines du plein-emploi à une logique d'économies de chômage élevé. On pourrait avoir des pertes d'emplois de 9 points (d'emploi) au Royaume-Uni, 3 points en Allemagne, 5 points en France, 8 points en Espagne, 6 points en Italie.

Ceci pourrait entraîner une inversion des politiques du marché du travail par rapport à celles qui se mettaient en place avant la crise, avec peut-être maintenant :

- l'organisation du temps de travail faible (chômage partiel) ;
- le retour des retraites anticipées et la baisse du taux d'emploi des salariés âgés ;
- l'organisation du retour des migrants dans leur pays d'origine.

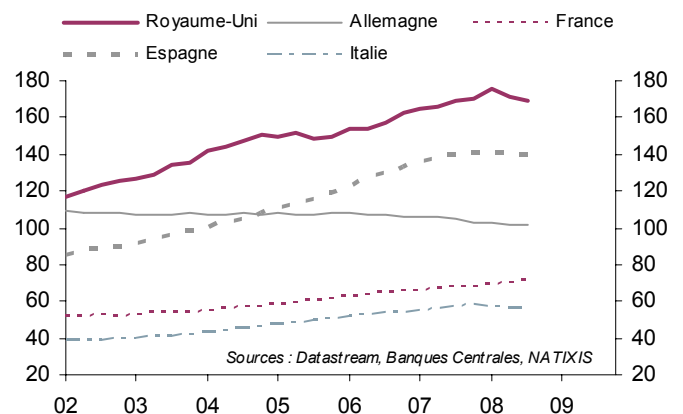
Si la structure sectorielle de l'appareil productif doit changer, il y aura en effet chômage élevé, nécessité de reconversion, difficultés pour les salariés plus âgés.

1 – Pourquoi les perspectives pour l'emploi sont mauvaises.

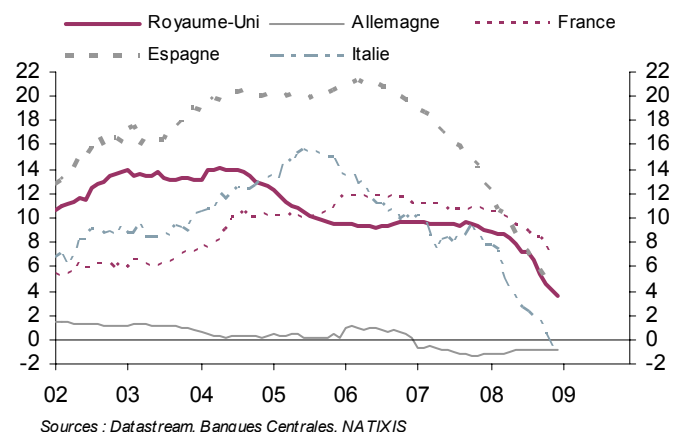
Les perspectives pour l'emploi sont mauvaises (nous regardons les cas du Royaume-Uni et de la zone euro) avec :

a) Le désendettement des ménages, qui pourrait être durable, à partir du niveau élevé atteint (graphiques 1 a – b ; ceci ne concerne pas l'Allemagne).

Graphique 1 a
Dette des ménages (en % du RDB)



Graphique 1 b
Crédits aux ménages (GA en %)



Il entraîne d'abord **une chute du niveau d'activité** (puisque la partie de la demande qui était auparavant financée par la hausse de l'endettement disparaît) puis **une croissance faible** (avec la disparition de la croissance du crédit comme soutien de la croissance).

La perte initiale d'activité réelle est de l'ordre de :

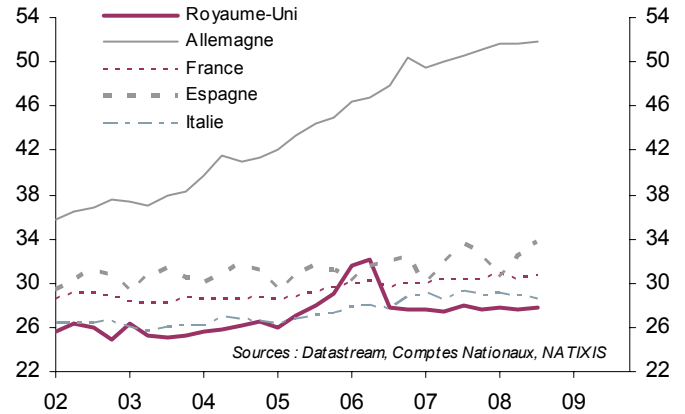
- 3 points de PIB en France et en Italie ;
- 6 points de PIB au Royaume-Uni ;
- 8 points de PIB en Espagne.

La perte ultérieure de croissance annuelle est de l'ordre de :

- ¾ point en France et en Italie ;
- 1 point ½ au Royaume-Uni ;
- 2 points ½ en Espagne.

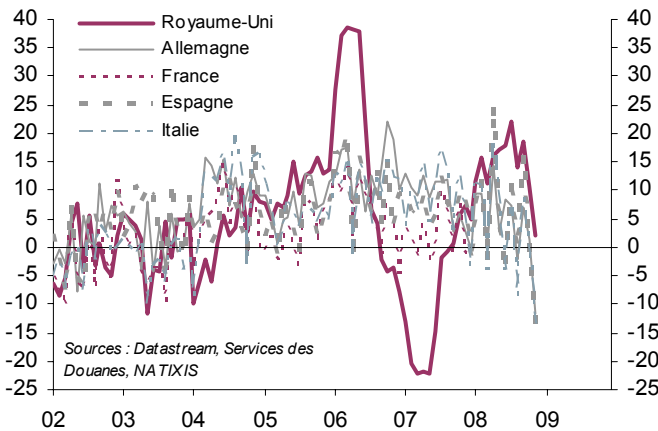
- b) **Le recul du commerce mondial, donc des exportations, (graphique 2 a),** dû à ce que la perte de demande intérieure touche tous les pays, y compris certains pays émergents (Chine) et les pays exportateurs de matières premières.

Graphique 2 b
Exportations (volume, en % du PIB)

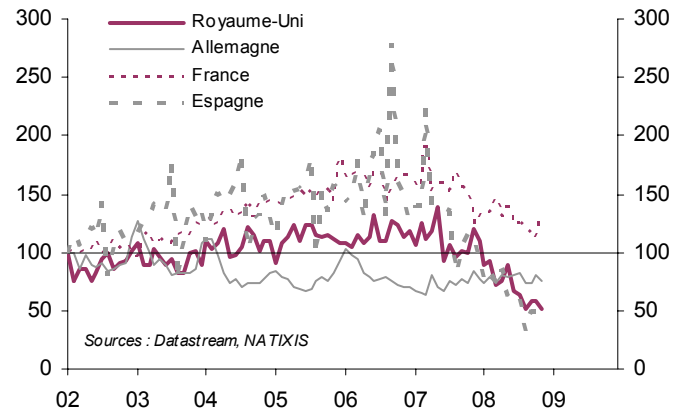


- c) **La perte d'activité durable dans les secteurs dont la demande est liée au crédit (immobilier, automobiles, secteurs financiers (graphiques 3 a – b), et dont le poids est particulièrement lourd en Espagne (graphique 3 c).**

Graphique 2 a
Exportations (valeur, GA en %)



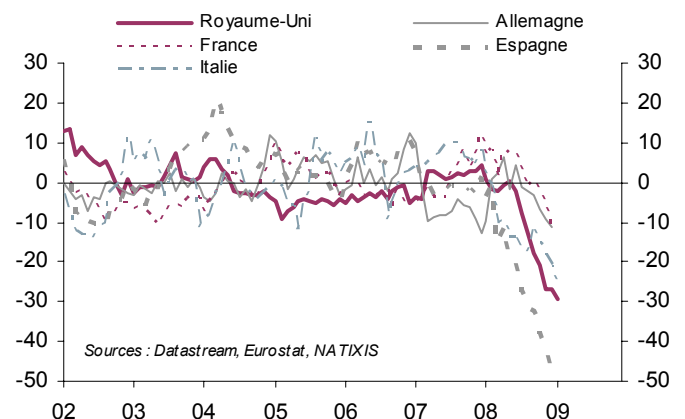
Graphique 3 a
Permis de construire (100 en 2002:1)



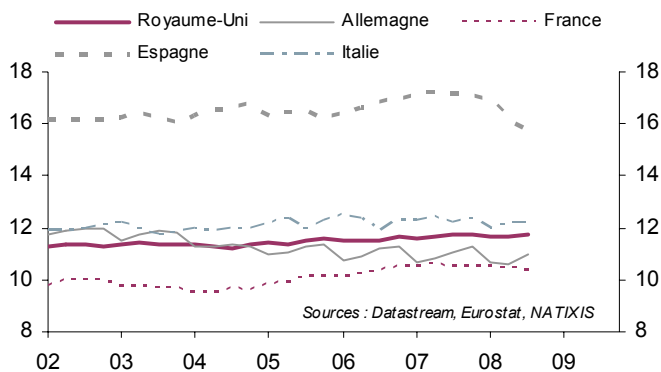
Compte tenu du poids des **exportations (graphique 2 b), le recul des exportations, qui pourrait être au moins de 10 points, va coûter environ ex-ante (graphique 2 b) :**

- 2,8 points de PIB au Royaume-Uni ;
- 5,2 points de PIB en Allemagne ;
- 3,2 points de PIB en France ;
- 3,4 points de PIB en Espagne ;
- 2,8 points de PIB en Italie.

Graphique 3 b
Ventes de voitures (GA en %)



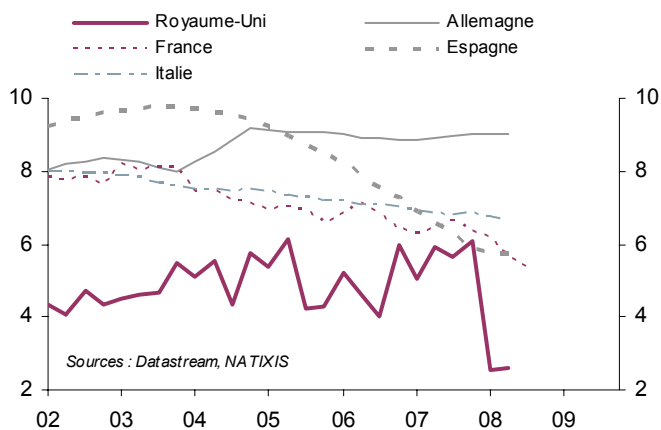
Graphique 3 c
Emploi dans les secteurs construction + automobile + services financiers (en % emploi total)



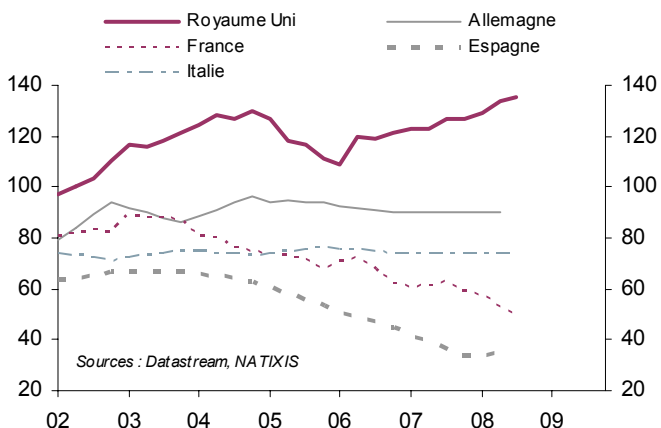
Il y a, avec l'arrêt de l'endettement, changement de la structure sectorielle de l'économie :

d) La nécessité de restaurer la profitabilité des entreprises dans les pays où leur taux d'autofinancement est anormalement bas (France, Espagne, à un moindre degré l'Italie, graphiques 4 a – b).

Graphique 4 a
Taux de profits nets (en % du PIB)

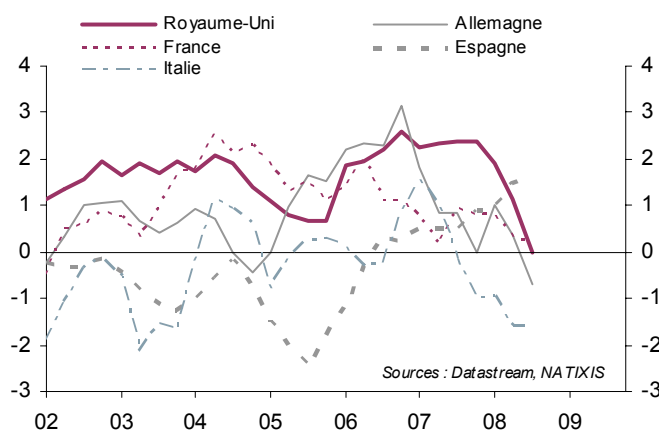


Graphique 4 b
Taux d'autofinancement (en %)



Les entreprises aussi souhaitant réduire leur levier d'endettement, les primes de risque sur les financements étant plus élevées, dans ces pays elles doivent comprimer les coûts salariaux, donc accroître plus vite la productivité (graphique 4 c).

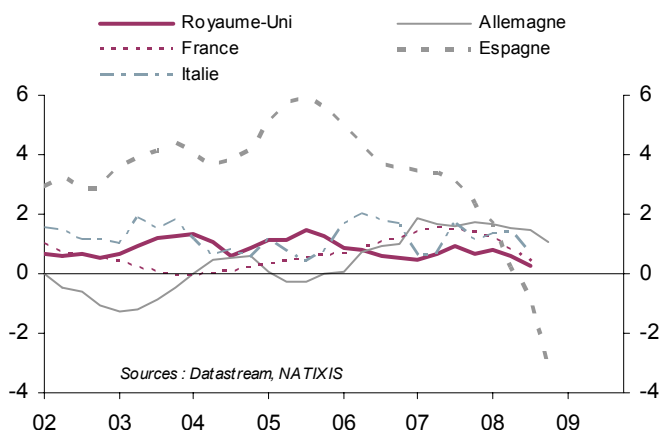
Graphique 4 c
Productivité par tête (GA en %)



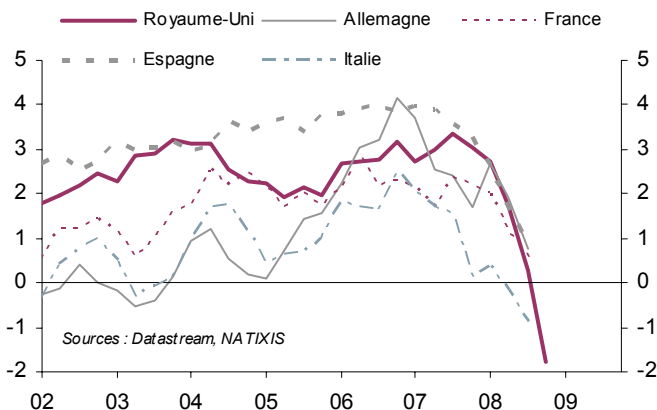
Au total, compte tenu :

- de la perte de niveau d'activité et de la perte de croissance ;
- de la perte d'exportations ;
- du déclin des secteurs touchés directement par la crise,
- de la nécessité d'accroître la productivité ;
- de la tendance de l'emploi et de la croissance avant la crise (graphiques 5 a – b).

Graphique 5 a
Emploi total (GA en %)



Graphique 5 b
Croissance du PIB (volume, GA en %)



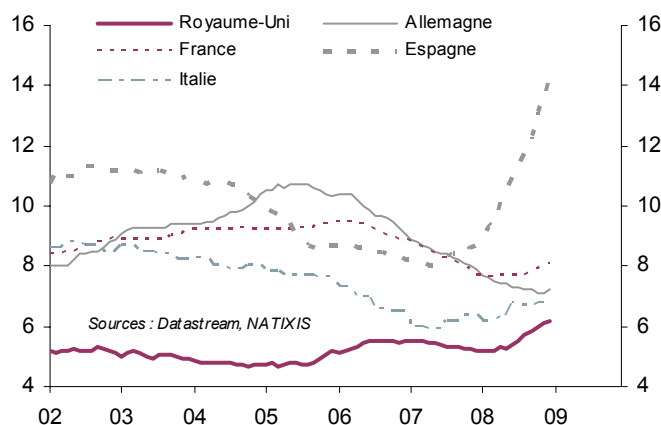
On peut attendre **une perte d'emplois du début de 2008 à la fin de 2010 à peu près de :**

- 9 points au Royaume-Uni
- 3 points en Allemagne ;
- 5 points en France ;
- 8 points en Espagne ;
- 6 points en Italie

2 – Quelle réaction des politiques de l'emploi ?

Jusqu'à la crise, **les politiques de l'emploi correspondaient à une situation où le marché du travail se rapprochait du plein emploi (graphique 6).**

Graphique 6
Taux de chômage

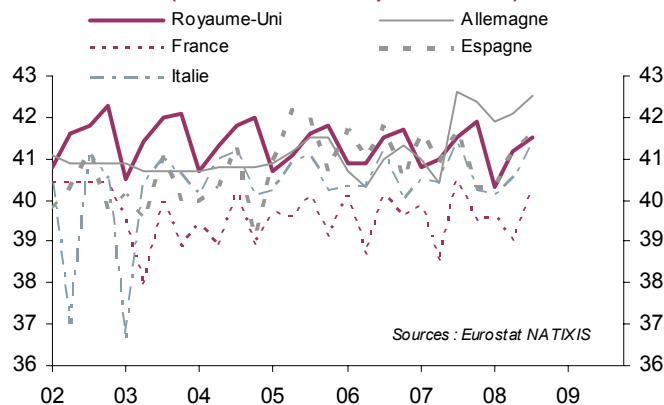


C'est-à-dire :

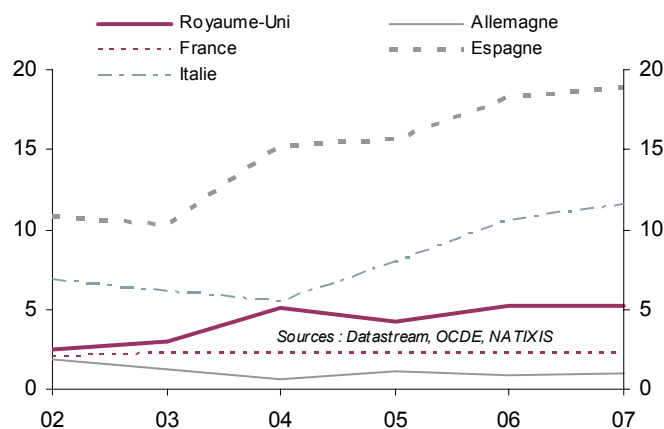
- **flexibilisation de la durée du travail**, pour permettre plus facilement que la durée du travail par tête soit plus longue (**graphique 7**), ce qui se voit de 2006 à 2008 ;
- **augmentation du taux d'emploi des salariés plus âgés**, c'est-à-dire hausse de l'âge moyen de départ à la retraite (**tableau 1**), très visible, sauf en France, à partir du début des années 2000 ;

- recours à l'immigration (graphique 8).

Graphique 7
Durée de travail
(nombre d'heures par semaine)



Graphique 8
Immigration nette (pour 1 000 habitants)



Mais, dans **l'environnement nouveau** (chômage élevé, avec les pertes d'emplois, nécessité de modifier la structure sectorielle des emplois, donc de modifier les qualifications, les spécialisations... puisque la structure sectorielle de la production change, on l'a vu) **ces politiques deviennent très difficiles à utiliser** : s'il y a de fortes pertes d'emplois, on voit mal qu'il puisse y avoir allongement de la durée individuelle du travail, hausse du taux d'emploi des salariés âgés, immigration ; s'il y a nécessité de changer fortement la structure des emplois donc de modifier la spécialisation de nombreux salariés, le retour à l'emploi des salariés âgés plus difficiles à requalifier, risque d'être difficile.

On risque donc de devoir, au moins pour un temps, inverser le sens des politiques de l'emploi pour retrouver, comme durant les années 1980, des politiques de baisse de la durée du travail (chômage partiel, de mise à la retraite précoce). **Les politiques envisagées jusqu'à la crise essayaient de résoudre le problème de l'insuffisance de l'offre de travail, et ne sont pas applicables lorsqu'il y a massivement excès d'offre de travail.**

Tableau 1
Taux d'emploi des salariés par tranche d'âge (en %)

55 - 64 ans	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Royaume-Uni	47,5	47,8	48,5	48,3	49,4	50,4	52,1	53,1	55,4	56,2	56,7	57,4	57,4
Allemagne	37,4	38,0	38,3	38,4	37,8	37,6	37,9	38,6	39,0	41,8	45,5	48,1	51,3
France	33,5	33,5	33,6	33,0	34,2	34,3	36,5	39,3	37,0	37,6	38,7	38,1	38,3
Espagne	32,4	33,2	34,1	35,1	35,1	37,0	39,2	39,7	40,8	41,3	43,1	44,1	44,6
Italie	28,4	28,7	28,0	27,9	27,6	27,7	28,0	28,9	30,3	30,5	31,4	32,5	33,8

Source : OCDE